**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 30 juin 2011

CP 11/06-33

L'an deux mil onze, le 30 juin à 17 h 00, les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

Étaient présents : MM. Cambon, Massip, Moignard, Albert, Gonzalez, Descazeaux, Roger, Roset, Hébral, Marty, Lavabre, Capayrou et Quéreilhac ;

Absent ayant donné procuration de vote : M. Empociello.

**TRANSPORTS PUBLICS ROUTIERS
INTERURBAINS DE PERSONNES**

J'ai l'honneur de proposer à votre examen quelques questions relatives au fonctionnement et à la mise à jour du Réseau Départemental de Transports Routiers Interurbains.

Je vous présente également les résultats de l'appel d'offres qui concernait la mise en concurrence de 27 services à titre principal scolaire et d'1 service régulier ordinaire répartis en 24 lots en prévision de la rentrée 2011.

Je vous demande de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces propositions qui ont été soumises, pour avis, à la Commission des Transports du 15 Mars 2011.

**I – PLAN D'AMENAGEMENT, DE SIGNALISATION ET DE SECURISATION DES
ARRETS DU RESEAU DEPARTEMENTAL DE TRANSPORT INTERURBAIN –
ANNEE 2011**

1. Aménagement d'un point d'arrêt sur la commune de Malause au lieu-dit « Saint Exupéry »

Madame le Maire sollicite la création d'un second point d'arrêt sur sa commune, au lieu-dit « St-Exupéry ».

Conformément à la politique préconisée par l'Assemblée Départementale, un point d'arrêt central aménagé et équipé existe au centre-bourg, dans les deux sens de circulation, permettant la prise en charge et la dépose d'élèves scolarisés aussi bien à Castelsarrasin, Moissac, que Valence-d'Agen.

L'arrêt sollicité est situé en bordure de la D 813, à 800 mètres du centre du village vers Moissac. Un lotissement a été construit à cet endroit où 35 familles ont élu domicile. Leurs enfants, inscrits au réseau de transport scolaire, doivent donc cheminer le long de cette route très fréquentée, aux bas-côtés « non encore aménagés », pour rejoindre le point d'arrêt. Au titre de la présente année scolaire, ils sont 15 :

- 6 élèves se rendent vers Valence-d'Agen,
- 2 élèves se rendent à Castelsarrasin,
- 7 élèves se rendent à Moissac ;

Au-delà du danger potentiel supplémentaire que nous créons chaque fois que nous aménageons un arrêt hors centre-bourg et hormis l'allongement du temps de transport induit, se pose l'opportunité d'un investissement substantiel, à 800 mètres d'un arrêt existant.

En revanche, force est de reconnaître que le cheminement inévitable des élèves sur les bas-côtés de cette route à densité de circulation très forte ne représente pas non plus la meilleure des solutions quant à leur sécurité.

Pour aménager un arrêt sur ce site, il convient de créer deux alvéoles permettant aux cars de délester la chaussée dans chacun des sens de circulation.

La zone est limitée à 70 km/h, ce qui permettrait le traçage d'un passage pour piétons.

Après étude technique menée sur site avec le technicien de la subdivision territoriale concernée, deux solutions sont proposées pour cet aménagement :

1ère solution : avec bordures autour des alvéoles et trottoirs :

- travaux : 24 077,63 €
- abribus : $3\,468,40 \times 2 = 6\,936,80$ € (100 % Conseil Général)
- panneaux de position : $520 \times 2 = 1\,040$ €
- zébras effectués par la cellule entretien du service Transports

Total opération = 32 054,43 € TTC

2ème solution : sans trottoirs ni bordures :

- travaux : 19 720,78 €
- abribus : 6 936,80 €
- panneaux : 1 040,00 €
- zébras : cellule entretien

Total opération = 27 697,58 €

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Transports du 15 Mars 2011 a émis un avis favorable sur le fondement de ce dossier en proposant de retenir la seconde solution (total opération : 27 697,58 € TTC) qui n'inclut pas les trottoirs et bordures et en suggérant la prise en charge de ces interventions (7 356,85 € TTC) par la commune, compte tenu de l'effort substantiel du Conseil Général.

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir vous prononcer sur les conditions administratives, techniques et financières de ce dossier et m'autoriser à signer les actes correspondant à l'implantation des abribus.

2. Aménagement d'un point d'arrêt entre les communes de Monclar-de-Quercy et La-Salvetat-Belmontet

Monsieur le Maire de Monclar-de-Quercy sollicite la création d'un arrêt du réseau départemental de transport scolaire entre sa commune et le village de La-Salvetat-Belmontet.

Cet itinéraire concerne le cheminement du service 07-18 à destination de Montauban. Actuellement, 9 élèves scolarisés dans les établissements montalbanais sont pris en charge entre les deux communes précitées, en 2 arrêts :

- 1er arrêt : commune de Monclar-de-Quercy à hauteur de l'Impasse des Pradelets : 7 enfants (4 domiciliés Impasse des Pradelets, 2 domiciliés chemin de Belvèze, 1 domicilié Chemin de Roudies) ;

- 2ème arrêt : commune de Monclar-de-Quercy à hauteur du Chemin des Franceses : 2 enfants (1 domicilié Chemin des Franceses, 1 domicilié au lieu-dit « Leguillé »).

L'arrêt de l'Impasse des Pradelets se trouve en position centrale d'une zone d'urbanisation et à 2,5 kilomètres des arrêts déjà sécurisés des bourgs de Monclar et de La Salvetat.

L'exploitation du service, telle que réalisée, permettrait de déposer les enfants, matin et soir, au droit du chemin. Un seul côté d'aménagement serait donc nécessaire.

L'aménagement de ce point conduirait à y effectuer la prise en charge et la dépose de tous les usagers domiciliés entre Monclar et La Salvetat.

Au titre de la présente année scolaire, les 9 élèves inscrits au réseau de transport scolaire devraient donc s'y regrouper, étant précisé que les plus éloignés se trouveraient à 700 mètres et chemineraient donc, sans doute, à pied, le long de la RD 8, la zone ne bénéficiant pas de cheminements piétons, ni d'éclairage.

Nous avons précisé à Monsieur le Maire que ces aménagements n'étaient pas pris en charge dans le cadre de la politique de création de points d'arrêts.

A l'instar du dossier de Malause, il convient de rappeler que toute création et aménagement d'arrêt hors centre bourg engage la responsabilité de l'Autorité Organisatrice qui est réputée s'être déterminée sur un site en toute connaissance de cause.

Comme pour le dossier précédent, il convient aussi de souligner que le cheminement des élèves le long de cette route est loin d'être satisfaisant au plan de la sécurité. La zone est limitée à 90 km/h.

Après étude technique menée sur site avec le technicien de la subdivision territoriale concernée, l'opération est évaluée comme suit :

- travaux d'aménagement de l'alvéole	: 8 138,65 €
- panneau de pré-signalisation	: 350,00 €
- panneau de position	: 520,00 €
- zébra	: 300,00 €
- abribus rural	: 3 468,40 €

Coût prévisionnel total : 12 777,05 €

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Transports du 15 Mars 2011 a donné un avis favorable sur le fondement de ce dossier en suggérant toutefois qu'il soit demandé à Monsieur le Maire de Monclar-de-Quercy de solliciter une limitation de vitesse sur la zone à 70 km/heure et de faire réaliser son éclairage.

Je vous demande, après en avoir délibéré, de vous prononcer sur les conditions administratives, techniques et financières de ce dossier et de m'autoriser à signer l'acte correspondant à l'implantation de l'abribus.

3. Aménagement d'un point d'arrêt sur la commune de Reyniès, au lieu-dit « Saint Martin »

Monsieur le Maire de Reyniès sollicite l'aménagement, l'équipement et la sécurisation d'un point d'arrêt, au lieu-dit « Saint Martin », sur la RD 21, distant de 3 kilomètres du centre de sa commune.

Compte tenu de la dangerosité du lieu, liée, d'une part aux élèves qui empruntent le car à cet endroit, et d'autre part, au trafic particulièrement dense de la route, (dont une forte fréquence de poids lourds), la commune de Reyniès sollicite un aménagement dans les deux sens de circulation.

Cet arrêt concerne 16 élèves acheminés vers Montauban sur la ligne régulière n° 107-16 « Le Born - Montauban » et vers Labastide-Saint-Pierre sur les services n° 10-12 et 10-14 « Varennes - Labastide-Saint-Pierre ».

Les réticences sur ce dossier, qui concerne encore un arrêt hors centre-bourg, sont les mêmes que pour les deux précédents. Toutefois, là aussi, les élèves sont amenés à circuler à pied le long de cette route non pourvue de cheminement piétonnier et constituent, ce faisant, des cibles accidentogènes.

Après étude technique menée sur le site, deux solutions sont proposées pour cet aménagement qui serait réalisé en zone éclairée, limitée à 70 km/heure et qui pourrait donc être pourvue d'un passage piétons :

1ère solution : option enrobé

- travaux d'aménagement	15 659,96 €
- 2 panneaux de pré-signalisation	700,00 €
- 2 panneaux C6 complet	1 040,00 €
- 1 déplacement d'abribus (de Corbarieu à Reyniès)	660,00 €

Coût prévisionnel total 18 059,96 €

2ème solution : variante avec tricouches

- travaux d'aménagement	13 830,53 €
- 2 panneaux de pré-signalisation	700,00 €
- 2 panneaux C6 complet	1 040,00 €
- 1 déplacement d'abribus (de Corbarieu à Reyniès)	660,00 €

Coût prévisionnel total 16 230,53 €

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Transports du 15 Mars 2011 a donné un avis favorable sur cette opération en privilégiant la solution n° 1 (coût global d'opération égal à 18 059,96 € TTC) qui prévoit un revêtement enrobé de l'alvéole, plus pérenne et stabilisant que le « tricouches ».

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir vous prononcer sur les conditions administratives, techniques et financières de ce dossier et m'autoriser à signer l'avenant correspondant au déplacement de l'abribus.

4. Déplacement de deux abribus sur la commune de Montbartier, de l'angle de la rue de la Vaysse et de la RD 77 à la rue Maffrot et du carrefour des RD 50 et RD 77 à la rue des Ecoles (près du local des Aînés)

Monsieur le Maire de Montbartier sollicite le déplacement de deux abribus béton, sur sa commune, et ce, afin d'optimiser et de sécuriser la prise en charge des élèves, toutes destinations confondues, à savoir :

1°) enlèvement de la structure béton sise à l'angle de la rue de la Vaysse et de la RD 77 et réimplantation rue Maffrot qui bénéficie d'une limitation de vitesse de 30 km/heure ; le busage, devant recevoir ledit mobilier, sera effectué par la commune.

L'opération, pour le Conseil Général, consisterait en la réalisation et au financement des interventions suivantes, pour un montant global de 2 180 € TTC :

- . déplacement de l'abribus estimé à 660 € TTC (le marché de déplacement est actuellement remis en concurrence),
- . mise en place d'un panneau C6 complet : 520 € TTC,
- . mise en place de deux panneaux avertisseur : 700 € TTC,
- . implantation d'une signalisation horizontale (zébra) : 300 € TTC ;

2°) enlèvement d'un abribus béton du carrefour des RD 50 et RD 77 et repositionnement rue des Ecoles (près du local des Aînés) ; le busage, devant recevoir cette structure, sera réalisé par la commune.

Cet arrêt concerne une vingtaine d'élèves acheminés vers Montauban sur la ligne régulière n° 107-21 « Montbartier - Montauban » et vers Montech sur le service n° 14-04 « Montbartier - Montech ».

L'opération, pour le Conseil Général, consisterait en la réalisation et au financement des interventions suivantes, pour un montant global de 1 480 € TTC :

- . déplacement de l'abribus estimé à 660 € TTC,
- . mise en place d'un panneau C6 complet : 520 € TTC,
- . implantation d'une signalisation horizontale (zébra) : 300 € TTC ;

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir approuver les conditions administratives, techniques et financières de ces interventions dont le coût global est estimé à 3 660 € TTC et m'autoriser à signer l'avenant correspondant au déplacement des abribus.

La Commission des Transports du 15 Mars 2011 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

5. Sécurisation d'un point d'arrêt sur la commune de Saint-Projet, au centre du village

Dans le cadre de l'aménagement du village mené par nos collègues des services techniques, Monsieur le Maire de Saint-Projet sollicite l'équipement et la sécurisation d'un point d'arrêt, au centre du village, sur le site de sa commune.

L'opération, pour le Conseil Général, consisterait en la réalisation et au financement des interventions suivantes :

- implantation d'une signalisation verticale (1 panneau C6 complet sur l'aire de stationnement des autocars) pour un montant de 520 € TTC,
- implantation d'un panneau de pré-signalisation à 150 mètres pour un montant de 350 € TTC ;

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir approuver les conditions administratives, techniques et financières de cette opération dont le coût global s'élèverait à 870 € TTC.

La Commission des Transports du 15 Mars 2011 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

6. Sécurisation du parking de l'école publique de Monbéqui

Monsieur le Maire de Monbéqui sollicite la sécurisation du parking dévolu à l'école publique de sa commune. Celle-ci étant en regroupement pédagogique avec celle de Bessens, un grand nombre d'enfants sont amenés par le service de transport scolaire organisé par le Conseil Général. Il paraît donc important de sécuriser les abords de l'établissement, afin de canaliser le stationnement de l'ensemble des véhicules.

Nous proposons donc, après concertation et aval de Monsieur le Maire de Monbéqui, de réaliser :

- l'implantation d'une signalisation horizontale (zébra) pour un montant de 300 € TTC ;
- et l'implantation d'une signalisation verticale (panneau C6) de positionnement d'arrêt de bus pour un montant de 520 € TTC.

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir approuver les conditions techniques et financières de cette opération dont le coût global s'élèverait à 820 € TTC.

La Commission des Transports du 15 Mars 2011 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

7. Aménagement et sécurisation du point d'arrêt au lieu-dit « Gourdis » commune de Bourret

Lors de notre réunion du 30 Août 2010, nous avons approuvé le déplacement d'un abribus béton du lieu-dit « Gabachoux » au lieu-dit « Gourdis » sur la commune de Bourret.

En complément de ce déplacement, Monsieur le Maire de Bourret sollicite la réalisation de travaux d'aménagement pour le stationnement du bus en bordure de la RD 928E, et ce, afin de sécuriser la descente et la montée des enfants.

Cet arrêt concernerait 9 élèves acheminés sur la ligne n° 107-26 « Lavit-de-Lomagne - Montauban ».

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir approuver les conditions administratives, techniques et financières de ce complément d'opération dont le coût s'élèverait à la somme de 2 944,91 € TTC correspondant à la réalisation des travaux de voirie.

La Commission des Transports du 15 Mars 2011 a émis un avis favorable sur ce dossier.

II – TRANSPORTS D'ENFANTS HANDICAPES

Le transport d'un élève domicilié à PUYLAGARDE et scolarisé en CLIS à Saint-Antonin-Noble-Val, avait été confié à l'entreprise TAXI LIMOGNE QUERCY pour un coût journalier de 66 €. Après information prise auprès de l'établissement scolaire, cette famille a déménagé dans le département des Bouches-du-Rhône depuis le 5 février 2011. Il convient donc de dénoncer la convention de transport. Cette modification entraîne une économie pour le Département de **4 290 € TTC**

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir prendre acte de cette modification et de m'autoriser à signer l'avenant de dénonciation de la convention.

La Commission des Transports du 15 Mars 2011 a émis un avis favorable sur ce dossier.

III – APPEL D'OFFRES 2011: REMISE EN CONCURRENCE DE 27 SERVICES A TITRE PRINCIPAL SCOLAIRE ET D'1 SERVICE REGULIER ORDINAIRE REPARTIS EN 24 LOTS EN PREVISION DE LA RENTREE 2011

L'Assemblée Délibérante, au cours de l'adoption de la Décision Modificative n°2 du 18 novembre 2010, a autorisé la mise en concurrence de 27 services à titre principal scolaire et d'1 service régulier ordinaire répartis en 24 lots dont les contrats arrivaient à échéance.

Pour information, le service régulier ordinaire n°104-01 « Verdun - Grisolles » a été transformé en service à titre principal scolaire n°04-12. En effet, celui-ci n'a vocation qu'à desservir le collège Lacaze de Grisolles (il ne prend donc en charge aucun usager commercial) et ne dessert que la commune de Verdun. Ses caractéristiques techniques correspondent donc plus à un service à titre principal scolaire qu'à un service régulier ordinaire.

Un appel d'offres ouvert a donc été lancé en vertu des articles 33,57 et 59 du code des marchés publics.

Un avis de pré-information a été adressé au JOUE (Journal Officiel de l'Union Européenne) et au BOAMP (Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics) le 2 décembre 2010.

Les entreprises dont les contrats arrivaient à échéance ont été prévenues par lettre en date du 28 janvier 2011.

Un avis d'appel public a été adressé au JOUE et au BOAMP le 8 février 2011 (publié le 9 février), à la revue Bus et Cars (publié le 25 février) et à la Dépêche du Midi (publié le 11 février). Il a également fait l'objet d'une publication le 8 février 2011 sur le site Internet du Conseil Général.

La date limite de dépôt des plis avait été fixée au 11 mars 2011 à 17H00.

Chaque entreprise devait fournir, à l'appui de sa candidature, les documents suivants :

- DC1
- DC2
- copie certifiée conforme de licence communautaire ou de transport intérieur
- copie du certificat d'inscription au registre des transporteurs
- le ou les actes d'engagement complétés et signés
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dûment parafé
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dûment parafé
- le ou les bordereaux de prix complétés et signés
- les attestations d'assurance de l'entreprise (responsabilité civile et flotte)

- les cartes grise et violette ou les certificats d'immatriculation, le cas échéant, des véhicules affectés aux différents services sur lesquels une proposition est formulée

21 entreprises ou régies de transport ont déposé une offre. Aucune offre dématérialisée n'a été enregistrée. L'ouverture des plis, effectuée à partir du 15 mars 2011 au service départemental des transports, a permis de déclarer l'intégralité des candidatures recevables. Vous voudrez bien trouver présentés, la liste des candidats et le tableau des pièces justificatives adressées.

Les offres ont été analysées. La notation de chaque offre a permis d'établir une proposition de classement pour chaque lot. Vous voudrez bien trouver présentés l'analyse des offres et le classement pour chacun des 24 lots remis en concurrence.

Je vous rappelle que ce classement a été effectué en fonction des critères de sélection énumérés et hiérarchisés par le règlement de la consultation porté à la connaissance de chaque candidat.

Ainsi, l'offre économiquement la plus avantageuse a été appréciée selon l'évaluation de critères pondérés de la manière suivante :

1°) Prix des prestations : 60%

Le candidat qui a présenté l'offre la plus basse s'est vu attribuer la totalité des points, soit 60 points. Sa proposition est devenue la référence.

Les candidats suivants ont été notés proportionnellement à la proposition du candidat référent.

Exemple :

- proposition de prix de l'entreprise X : 77 euros
- proposition de prix de l'entreprise Y : 88 euros
- proposition de prix de l'entreprise Z : 105 euros

note de l'entreprise X = 60 pts

note de l'entreprise Y = prix de X ÷ prix de Y x 60 = 77 ÷ 88 x 60 = 52,5 pts

note de l'entreprise Z = prix de X ÷ prix de Z x 60 = 77 ÷ 105 x 60 = 44 pts

2°) Valeur technique de l'offre : 40 % décomposés comme suit :

a) 10 points pour la présence de ceintures de sécurité :

- véhicule équipé de ceintures de sécurité : 10 points
- véhicule non équipé de ceintures de sécurité : 0 point

b) 15 points selon l'âge du véhicule apprécié à la date de la rentrée scolaire 2011 conformément au calendrier arrêté par les services de l'Inspection Académique (distinction entre établissements fonctionnant sur 4 jours et 4 jours et demi)

Véhicule mis en service depuis :

- Moins de 1 an : 15 points
- Moins de 2 ans : 14 points
- Moins de 3 ans : 13 points
- Moins de 4 ans : 12 points
- Moins de 5 ans : 11 points
- Moins de 6 ans : 10 points
- Moins de 7 ans : 9 points
- Moins de 8 ans : 8 points
- Moins de 9 ans : 7 points
- Moins de 10 ans : 6 points
- Moins de 11 ans : 5 points
- Moins de 12 ans : 4 points
- Moins de 13 ans : 0 point
- Moins de 14 ans : 0 point
- moins de 15 ans : 0 point
- moins de 16 ans : 0 point
- moins de 17 ans (*) : 0 point

(*) Pour rappel, l'utilisation de cars de plus de 17 ans d'âge est interdite. Le véhicule proposé doit donc avoir moins de 17 ans à la date de la rentrée scolaire 2011.

Si plusieurs véhicules s'avéraient nécessaires à l'exécution du service, une moyenne des notes attribuées à chaque véhicule a été effectuée.

c) 5 points pour la norme environnementale du véhicule (norme EURO du moteur):

Norme	Date de 1ère mise en circulation du (ou des) véhicule(s)	Nombre de points
EURO 1	01/10/93	1 point
EURO 2	01/10/96	2 points
EURO 3	01/10/01	3 points
EURO 4	01/10/06	4 points
EURO 5	01/10/09	5 points

d) 7 points pour l'affectation d'un véhicule équipé ou pré-équipé pour le transport de Personnes à mobilité réduite (PMR):

- Véhicule déjà équipé: 7 points
- Véhicule pré-disposé: 4 points
- Véhicule non équipé: 0 point

e) 3 points pour l'adhésion à une « démarche qualité »

- Fourniture de l'attestation d'un organisme: 3 points
- Pas d'attestation: 0 point

S'agissant de la durée des marchés, l'Assemblée Départementale a décidé d'établir une durée de 7 ans si le véhicule est âgé de moins de 3 ans à la prochaine rentrée scolaire et de 4 ans si le véhicule est âgé de plus de 3 ans à la prochaine rentrée scolaire.

En cas de mise en œuvre de plusieurs véhicules, la durée du marché tiendra compte de l'âge du véhicule le plus ancien.

Pour information, il ressort de ce premier travail d'analyse :

- une faible hausse cumulée des coût journaliers: +1,95%,
- un changement de titulaire pour 12 lots sur 24,
- la mise en œuvre de véhicules neufs pour 16 lots sur 24.

La Commission d'Appel d'Offres en date du 2 mai dernier a procédé à l'attribution de chacun des services. Afin de concrétiser ces décisions, je vous demande de bien vouloir m'autoriser à signer les marchés correspondants.

INCIDENCE FINANCIERE

Fonctionnement :

Déplacement d'abribus

Dépense à imputer à :

Article 611 – S/Fonction 81.....	+1 980,00 €
I) 3°) : 660 €(1ère solution) ; 4°) : 1 320 €(660 € x 2)	

Transport d'élève handicapé

Dépense à imputer à :

Article 624510 – S/Fonction 81.....	- 4 290,00 €
II) – 4 290 €	

Total dépenses de fonctionnement : - 2 310,00 €

Investissement :

Acquisition d'abribus

Dépense à imputer à :

Article 213513 – S/Fonction 621.....	+ 10 405,20 €
I) 1°) : 6 936,80 €(2ème solution) ; 2°) : 3 468,40 €	

Signalisation verticale (panneaux)

Dépense à imputer à :

Article 2152 – S/Fonction 621.....	+ 6 780,00 €
I) 1°) : 1 040 €(2ème solution) ; 2°) : 870 €(350 € + 520 €) ; 3°) : 1 740 €(1ère solution : 700 € + 1 040 €) ; 4°) : 1 740 € (1) : 520 € + 700 € et 2) : 520 €) ; 5°) : 870 €(520 € + 350 €) 6°) : 520 €	

Travaux et signalisation horizontale (zébra)

Dépense à imputer à :

Article 231513 – S/Fonction 621.....	+ 47 664,30 €
I) 1°) : 19 720,78 €(2ème solution) ; 2°) : 8 438,65 € (8 138,65 € + 300 €) ; 3°) 15 659,96 €(1ère solution) ; 4°) : 600 €(300 € + 300 €) ; 6°) : 300 € ; 7°) : 2 944,91 €	
Total dépenses d'investissement	+ 64 849,50 €
TOTAL GENERAL SERVICE	+ 62 539,50 €

* * *

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil Général du 21 avril 2011 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu l'avis de la Commission des transports réunie le 15 mars 2011,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

I – PLAN D'AMENAGEMENT, DE SIGNALISATION ET DE SECURISATION DES ARRETS DU RESEAU DEPARTEMENTAL DE TRANSPORT INTERURBAIN – ANNEE 2011

1. Aménagement d'un point d'arrêt sur la commune de Malause au lieu-dit « Saint Exupéry »

- Approuve les conditions administratives, techniques et financières de l'opération sus-visée telles que présentées ;
- Précise que cette opération dont le montant s'élève à 27 697,58 € TTC n'inclut pas les bordures et les trottoirs (7 356,85 € TTC) qui seront pris en charge par la commune ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, les actes correspondant à l'implantation des abribus ;

2. Aménagement d'un point d'arrêt entre les communes de Monclar-de-Quercy et La-Salvetat-Belmontet

- Approuve les conditions administratives, techniques et financières de l'opération susvisée telle que présentées ;
- Souhaite toutefois, que M. le Maire de Monclar-de-Quercy sollicite une limitation de vitesse sur la zone à 70 km/heure, et fasse réaliser son éclairage ;
- Précise que le montant de l'opération s'élève à 12 777,05 € ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, l'acte correspondant à l'implantation de l'abribus.

3. Aménagement d'un point d'arrêt sur la commune de Reyniès, au lieu-dit « Saint Martin »

- Approuve les conditions administratives, techniques et financières de l'opération susvisées telles que présentées ;
- Précise que le montant de l'opération s'élève à 18 059,96 € ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, l'avenant correspondant au déplacement de l'abribus.

4. Déplacement de deux abribus sur la commune de Montbartier, de l'angle de la rue de la Vaysse et de la RD 77 à la rue Maffrot et du carrefour des RD 50 et RD 77 à la rue des Ecoles (près du local des Aînés)

- Approuve les conditions administratives, techniques et financières de ces interventions, telles que présentées ;
- Précise que le montant global de ces opérations s'élève à 3 660 € TTC ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, l'avenant correspondant au déplacement des abribus.

5. Sécurisation d'un point d'arrêt sur la commune de Saint-Projet, au centre du village

- Approuve les conditions administratives, techniques et financières de l'opération susvisée, telles que présentées ;
- Précise que le montant global de l'opération s'élève à 870 € TTC.

6. Sécurisation du parking de l'école publique de Monbéqui

- Approuve les conditions techniques et financières de l'opération susvisée, telles que présentées ;
- Précise que le montant global de l'opération s'élève à 820 € TTC.

7. Aménagement et sécurisation du point d'arrêt au lieu-dit « Gourdis » commune de Bourret

- Approuve les conditions administratives, techniques et financières de l'opération susvisée, telles que présentées, qui vient en complément du déplacement d'un abribus béton au lieu-dit « Gourdis » ;
- Précise que le montant de l'opération s'élève à 2 944,91 € TTC, correspondant à la réalisation des travaux de voirie.

II – TRANSPORTS D'ENFANTS HANDICAPES

- Prend acte que la famille de l'élève Dylan RIVIERE domicilié à Puylagarde et scolarisé en CLIS à Saint-Antonin-Noble-Val, a déménagé dans le département des Bouches-du-Rhône depuis le 5 février 2011 ;
- Autorise à cet effet Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, l'avenant de dénonciation de la convention de transport avec l'entreprise TAXI LIMOGNE QUERCY.

III – APPEL D'OFFRES 2011: REMISE EN CONCURRENCE DE 27 SERVICES A TITRE PRINCIPAL SCOLAIRE ET D'1 SERVICE REGULIER ORDINAIRE REPARTIS EN 24 LOTS EN PREVISION DE LA RENTREE 2011

- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, les marchés relatifs à la remise en concurrence de 27 services à titre principal scolaire et d'un service régulier ordinaire répartis en 24 lots, et ce, conformément à la décision de la Commission d'appel d'offres du 2 mai 2011 ;
- Précise que sur les 24 lots, 16 véhicules neufs seront mis en service.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,